



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 26 septembre 2013
Numéro 430

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Le compromis du «Chapitre VII»:
une mention sans menace*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Première réunion du groupe
d'appui pour le Liban.*

*Sleiman: le fardeau des réfugiés
constitue une crise existentielle*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Assad: Nasrallah est le seigneur
de la loyauté*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Joublatt fait tomber la formule
des «3x8»*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Jarba lie sa participation à Genève
2 au départ d'Assad*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Le Liban sous la houlette des
grandes puissances*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Appui de New York et Joublatt
accepte le tiers de blocage*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Des brigades armées syriennes
refusent le parapluie de la
Coalition*

L'événement

Joublatt torpille le gouvernement de fait accompli

Le projet de gouvernement de fait accompli basé sur la formule de «3x8» a fait long feu. L'alignement du chef du Parti socialiste progressiste (PSDP), Walid Joublatt, sur la position du 8-Mars et du général Michel Aoun, a douché les espoirs du président de la République, Michel Sleiman, et du Premier ministre désigné, Tammam Salam, de former un tel gouvernement dans les jours qui viennent (Voir par ailleurs).

Le Liban était par ailleurs en vedette à New York, où s'est tenue hier une réunion internationale de soutien au pays du cèdre. Le «Groupe d'appui international au Liban» s'est donc réuni en marge de la 68^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Onu, sous la houlette du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, en présence du chef de l'État Michel Sleiman, des ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu, l'américain John Kerry, le Russe Sergueï Lavrov, le Français Laurent Fabius, le Britannique William Hague, et le Chinois, Wang Yi. Etaient également présents le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (Unhcr) Antonio Guterres, l'administrateur du PNUD Helen Clark, le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, le coordonnateur spécial de l'Onu pour le Liban, Derek Plumbly, ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil el-Arabi, et la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton.

Cette réunion était consacrée à l'examen des moyens de préserver la stabilité, la sécurité du Liban et de sauvegarder le pays dans le contexte de la crise syrienne. Plus concrètement, les participants ont évoqué le dossier des réfugiés syriens, le soutien financier au gouvernement libanais et l'appui à l'Armée libanaise. Cette rencontre sera suivie dans les semaines à venir d'autres réunions similaires.

Dans son allocution, le président Sleiman a insisté sur les besoins pressants du Liban, notamment au niveau du renforcement de son armée, et sur les problèmes financiers, économiques et sécuritaires engendrés par la présence des réfugiés, qui constituent aujourd'hui près de 25% de la population.

Le Liban et les chrétiens d'Orient étaient également à l'ordre du jour d'une réunion entre le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï et le pape François, au Saint-Siège. Dans ce contexte, radio Vatican évoque les «horreurs sans fin en Syrie, le conflit sanglant en Egypte, et les violences continuelles en Irak». «Les événements en cours en Egypte, ou en Syrie le montrent bien: l'appellation générique, et dorénavant contestée, de 'printemps arabe', cache des réalités autrement plus complexes que les analyses simplistes doctement énoncées ici ou là», poursuit radio Vatican.

«Les prises de position de l'Occident irritent; tantôt silencieux, tantôt bruyant, il peine à cacher son embarras et son impuissance. On dénonce sa vision biaisée des choses, on l'accuse de méjuger les réels enjeux moyen-orientaux. Entre l'Orient et l'Occident, l'incompréhension semble désormais totale», ajoute la radio du Saint-Siège, qui estime que «la présence pluriséculaire des chrétiens orientaux n'a sans doute jamais été plus menacée». «Le déchainement de violences dont ils sont victimes, - notamment en Egypte-, n'ont attiré de que molles condamnations de la communauté internationale. Etreints par la peur, menacés d'isolement, ces mêmes chrétiens militent pour le droit à l'existence, et revendiquent également, dans ces heures décisives, le droit à la parole», conclut radio Vatican.

As Safir

Une source proche du président de la République, Michel Sleiman, a indiqué que sa position concernant la formation du gouvernement a été interprétée d'une manière inadéquate dans l'interview qu'il a accordée au Figaro. La source précise qu'il est inexact que la position exprimée par Sleiman constituait une réponse au président du Parlement Nabih Berry ou au discours du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah.

Les propos du président Sleiman sont motivés par son attachement à la formation rapide du nouveau gouvernement pour faire face aux défis qui se profilent à ce stade et sur tous les plans, ajoute la source. Il était normal que dans une interview accordée à un journal étranger à la veille de la tenue de la réunion internationale pour le Liban, le chef de l'Etat donne l'impression que la naissance du gouvernement est proche. Car cela a pour résultat de renforcer la confiance dans l'Etat libanais et d'encourager les pays donateurs à lui apporter une aide pour supporter le lourd fardeau découlant du dossier des réfugiés syriens.

La source proche du palais présidentiel ajoute que c'est le Premier ministre désigné, Tammam Salam, qui est concerné en premier lieu de soumettre une formule gouvernementale au chef de l'Etat, qui, naturellement, l'examinera pour voir si elle répond aux impératifs du partenariat et si elle est susceptible d'obtenir la confiance du Parlement. Ensuite, il prendra la décision qui s'impose.

La source a exclu que le président Sleiman, connu pour sa sagesse et son souci de l'équilibre, prenne une mesure précipitée dans le dossier gouvernemental.

Al Joumhouria

Des sources dirigeantes de la coalition du 8-Mars ont indiqué que le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, a souligné l'importance des tiraillements politiques autour du dossier gouvernemental et a exprimé ses craintes quant à la formation d'une équipe ministérielle qui pourrait être considérée par certains comme n'étant pas conformes aux impératifs du pacte national. De la sorte, M. Joumblatt a mis le doigt sur le véritable problème et a fixé ce qui semble être des lignes rouges face aux mesures que le président de la République, Michel Sleiman, et le Premier ministre désigné, Tammam Salam, seraient tentés de prendre concernant la formation d'un gouvernement début octobre. Les milieux concernés se sont cependant empressés de démentir ces délais.

Les propos de M. Joumblatt expriment les véritables positions du 8-Mars, notamment le tandem chiite, que le chef du PSP prend soin de ne pas ignorer dans la question de la formation du cabinet. Ils rejoignent aussi les positions du chef du bloc de la Réforme et du changement, Michel Aoun, qui a catégoriquement rejeté le gouvernement de fait accompli. «La position de M. Joumblatt devrait pousser tous les protagonistes à réfléchir à une nouvelle formule qui mélangerait les cartes aussi bien au niveau du nombre de ministres que de la forme du cabinet», déclarent les sources du 8-Mars avant d'ajouter: «Les choses prendront un nouveau tournant après le retour de Sleiman au Liban et des concertations auront lieu entre Baabda-Aïn el-Tiné (la résidence de Berry)-Clémenceau (la résidence de Joumblatt)-Mousseitbé (Tammam Salam) et Rabié (Michel Aoun)».

Des milieux concernés par les démarches pour la formation du gouvernement indiquent également qu'il est désormais difficile que le cabinet voit le jour conformément aux formules qui étaient en gestation après les positions exprimées par Berry, Aoun et Nasrallah, qui ont rejeté le gouvernement de fait accompli, et l'alignement de Joumblatt sur leur position. Le fait que M. Joumblatt ait mis en garde contre un gouvernement ne répondant pas aux impératifs du pacte national rappelle la situation du gouvernement de Fouad Siniora, avant l'accord de Doha, en 2008.

Ad Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Le cheikh extrémiste Ahmad al-Assir aurait quitté le camp de réfugiés palestiniens d'Aïn el-Héloué, à l'est de Saïda, pour une ambassade d'un Etat du Golfe, probablement celle du Qatar. Il aurait été transporté dans une voiture diplomatique de la région de Taamir Aïn el-Héloué. Il semble que le cheikh a été atteint de deux balles à la cuisse gauche lors des combats de Abra. Il a été soigné dans un hôpital de campagne.

Des démarches sont actuellement en cours pour le transporter au Qatar. Il serait en quelque sorte exilé du Liban pour une période de dix ans et ferait l'objet d'un mandat d'arrêt, ce qui empêcherait son retour au pays du cèdre. En contrepartie de son départ pour le Qatar, Ahmad al-Assir s'engagerait à ne pas faire de déclarations à la presse et à cesser toute activité politique.

ILS ONT DIT...

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

“A quoi sert l'initiative de Berry

si la partie la plus concernée, le Hezbollah, n'est pas prête à discuter? Le Hezbollah s'attache à son idéologie, son projet politique et ses engagements stratégiques. Il a confisqué la décision de l'Etat. Le président de la République refuse catégoriquement la prolongation de son mandat. Il est temps de tenir des élections présidentielles sérieuses loin des pressions assadistes qui ont eu lieu sur ce plan depuis le début de la guerre. En Syrie, le maintien du président Bachar al-Assad à la tête du pouvoir est désormais impossible. Genève 2 aboutira au départ d'Assad et à la formation d'un gouvernement transitoire ayant des prérogatives exécutives.

Kamel Rifai, député du Hezbollah

“Le président Michel Sleiman

pèche par excès d'optimisme en prévoyant d'achever la répartition des portefeuilles dans les cinq jours qui suivent, avec le Premier ministre désigné Tammam Salam. Le Hezbollah est attaché à des nominations représentatives du poids des blocs parlementaires. Le 14-Mars entrave la naissance du nouveau cabinet en exigeant la rotation dans les portefeuilles. Nous regrettons la décision du chef de l'État d'inclure dans son discours à New York la déclaration de Baabda, puisque celle-ci est une recommandation sans effet contraignant. N'émanant pas des institutions constitutionnelles, ce texte est sans légitimité.

Boutros Harb, député du Batroun (14-Mars)

“Il n'est pas normal que le chef

de l'État accepte que l'élection présidentielle se déroule à l'ombre d'un gouvernement d'expédition des affaires courantes, c'est pourquoi il est déterminé de former un cabinet, quitte à en assumer la responsabilité avec le Premier ministre désigné.

Charbel prévoit des attentats dans la banlieue sud

Dans un entretien accordé au quotidien Ad Diyar, le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a déclaré que «les attentats à la voiture piégée vont se poursuivre et la banlieue sud sera visée plus que d'autres régions». M. Charbel a ajouté qu'il n'y a pas de craintes pour les chrétiens, «à part celles qui viennent d'eux-mêmes».

Médiation de Ferzli entre le CPL et ses alliés chrétiens

Le quotidien Al Akhbar rapporte que l'ancien vice-président de la Chambre, Elie Ferzli, a réussi à briser la glace entre le Courant patriotique libre (CPL) d'un part, l'ancien ministre Elie Skaff et le député Sleiman Frangié de l'autre. Il a réuni à diner le ministre de l'Energie et de l'Eau, Gebran Bassil, l'ancien ministre Marada Youssef Saadé et Tony Sleiman Frangié. Etaient également présents le député du Tachnag Hagop Pakradounian, le député Emile Rahmé, l'ancien député Marwan Abou Fadel, l'ancien ministre Karim Pakradouni, le chef de la Ligue syriaque Habib Ephrem et le journaliste Jean Aziz. Selon des sources concernées, la rencontre a permis de «démolir les murs qui s'étaient élevés entre le CPL et ses deux alliés chrétiens ces dernières années. Le diner est un premier pas qui sera suivi de rencontres entre les trois partis puis par des réunions bilatérales avec d'autres alliés.» Les sources ont qualifié de l'ambiance lors du diner chez M. Ferzli de «positive», et les présents ont évoqué la possibilité d'élargir la rencontre à des représentants des Forces libanaises et du Parti Kataëb.

AFP (Agence France-presse)

Le président syrien Bachar al-Assad a renouvelé l'engagement de son régime à détruire son arsenal chimique et à ne pas faire obstacle à ce processus, dans une interview avec la chaîne vénézuélienne Telesur.

«La Syrie s'engage généralement à toutes les conventions qu'elle signe. Elle a remis dernièrement l'inventaire (de son arsenal chimique) à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et prochainement, des experts se rendront en Syrie pour vérifier l'état des lieux de ces armes», a indiqué M. Assad dans cet entretien réalisé à Damas et diffusé intégralement jeudi par l'agence officielle Sana. «Concernant le gouvernement syrien, il n'y a vraiment pas d'obstacles», a-t-il précisé.

Les grandes puissances réunies à New York ont progressé mercredi vers un accord sur plusieurs points cruciaux d'une résolution des Nations unies encadrant le désarmement chimique syrien. Occidentaux et Russes s'opposent sur le recours au chapitre VII pour faire appliquer le programme d'élimination des armes chimiques annoncé le 14 septembre à Genève par Moscou et Washington.

Cet accord avait éloigné la menace de frappes militaires contre le régime syrien, accusé d'être à l'origine d'une attaque à l'arme chimique lancée le 21 août près de Damas.

M. Assad n'a toutefois pas écarté une intervention armée des Etats-Unis dans son pays.

«La possibilité que les Etats-Unis lancent une attaque contre la Syrie est toujours réelle. Soit sous le prétexte des armes chimiques, soit pour d'autres prétextes», a-t-il assuré. «Si on jette un coup d'œil aux guerres précédentes, aux politiques des Etats-Unis, au moins à partir de la première moitié des années cinquante, on voit qu'il s'agit d'une politique qui passe d'une agression à une autre. Cette politique n'a pas changé et je ne vois pas maintenant de raison particulière pour qu'elle change», a jugé le président syrien.

«Les Etats-Unis ne peuvent pas avoir recours au Conseil de sécurité comme ils le faisaient dans les années 90, il y a davantage d'équilibre en son sein » aujourd'hui, a encore jugé le président syrien, en allusion à la présence de son allié russe.

L'Orient-Le Jour

Le président de la Chambre, Nabih Berry, et le ministre démissionnaire de l'Intérieur se sont félicités du déploiement de la force mixte FSI-Sûreté générale-armée dans la banlieue sud de Beyrouth. M. Charbel, qui a été reçu à Aïn el-Tiné, a mis en évidence la satisfaction exprimée par les habitants de la banlieue sud au lendemain de cette initiative. Le ministre a indiqué que la discussion avec le chef du législatif avait notamment porté sur la nécessité d'étendre cette expérience à d'autres régions, notamment à Tripoli. Il a précisé qu'il aura un entretien à ce sujet avec le Premier ministre Nagib Mikati spécifiquement sur la sécurité de la capitale du Liban-Nord. Selon Marwan Charbel, le chef du Parlement est «particulièrement satisfait des mesures sécuritaires» et «souhaite qu'elles restent en place» dans la banlieue sud et qu'elles soient étendues à l'ensemble du pays.

M. Charbel a par ailleurs effectué, hier, en compagnie de l'ambassadeur de France, Patrice Paoli, une tournée d'inspection au Centre de formation à la sûreté et à la sécurité de l'aéroport de Beyrouth (Cersa), après son classement par l'Organisation internationale de l'aviation civile comme l'un des meilleurs du Moyen-Orient. Le centre occupe la troisième position dans la région après la Jordanie et Dubaï et la 27e dans le monde.

Ria Novosti (Agence de presse russe)

Les mercenaires en provenance de pays occidentaux et de la Russie qui combattent actuellement en Syrie représentent une menace commune à la sécurité de la communauté internationale, a déclaré mercredi soir le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov dans une interview accordée au quotidien The Washington Post.

«Je suis convaincu qu'ils (les mercenaires) sont en train d'accumuler une expérience dont ils se serviront, une fois la crise syrienne réglée, dans d'autres pays, dans leur propre patrie avant tout. C'est de cela dont nous devons parler, et non pas de la question de savoir qui doit rester et qui doit partir. Soit nous sommes d'accord sur le fait que toute forme de terrorisme est inacceptable, soit nous continuons le jeu des doubles standards», a indiqué le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon lui, tous les pays sont en train de se rendre compte du caractère général de cette menace, ce qui les pousse à convoquer la conférence de Genève 2 destinée à régler au plus vite la crise syrienne par des moyens politiques.